

## SCANDALEUX : 9 MILLIONS DE MAL-LOGÉ-E-S ET COMBIEN PAYENT TROP POUR LEUR LOGEMENT ?

# Garantir à chacun le droit au logement

La crise financière, née de la politique du "tous propriétaires" aux USA, précipite le monde dans la récession et le chômage. Les salariés, les investissements publics et les budgets sociaux sont menacés. Face à la crise du logement en France, l'État-UMP n'a qu'une réponse : la même "obligation" de devenir propriétaire, la casse du logement social au profit du marché et l'expulsion de ceux qui ne peuvent plus payer.

### Pourquoi en est-on arrivé là?

#### L'INADÉQUATION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS

Depuis 2006, 440 000 logements mis en chantier, mais seulement 55 000 vraiment sociaux.

#### LA RÉDUCTION DES LOGEMENTS SOCIAUX

Il disparaît plus de logements à bas loyer dans le privé que ne se créent de logements sociaux. De plus, l'État encourage la vente des HLM.

#### UNE PRODUCTION DE HLM INSUFFISANTE

Il a manqué 800 000 constructions de HLM depuis 15 ans. Les aides à la pierre (subvention à la construction) ont quasiment disparu. Les organismes HLM ont moins d'avantages fiscaux que les bailleurs privés.

#### L'ÉTAT AIDE LA SPÉCULATION

Chaque investissement locatif privé De Robien bénéficie d'autant d'aide que les HLM ! Ainsi, 80 000 logements spéculatifs par an sont financés, soit presque le double que de HLM construits.

#### DES AIDES À LA PERSONNE EN RECUL

Elles servent essentiellement à accompagner la hausse des loyers : ces aides finissent dans le portefeuille des propriétaires et représentent les 2/3 du budget logement de l'État. Elles ne jouent plus leur rôle social.

#### LA SPÉCULATION SUR LE FONCIER

La rareté du foncier, dans le cadre du marché, conduit à l'explosion de son prix : il représente aujourd'hui 40% du prix d'un logement.

## ALERTE ! le projet de loi Boutin, c'est :

### LA CASSE DU LOGEMENT SOCIAL AU PROFIT DU MARCHÉ

Les aides à la construction des HLM baissent (-30% prévu en 2009), l'argent du Livret A, qui finance la construction des HLM, est détourné au profit du marché, les offices HLM sont obligés de vendre 1% du parc social par an, soit 40 000 logements. Les loyers HLM seront dérégulés pour s'aligner sur la logique du privé. Le 1% logement est remis en cause. Le code de l'urbanisme est modifié pour favoriser les milieux de l'immobilier, écartant tout débat démocratique pour "Faire la Ville", tandis que les cadeaux fiscaux aux bailleurs privés se poursuivent.

### UNE SÉGRÉGATION URBAINE ORGANISÉE

Les démolitions des quartiers populaires accentuent la crise sociale, réduisent l'accès aux HLM (-10 %) et l'application drastique du surloyer va pousser vers la porte tous les locataires qui ont un revenu moyen. C'est la ghettoïsation organisée par l'État ! La loi SRU, qui impose aux communes 20% de logements sociaux, est torpillée, car les logements en accession sociale à la propriété seront désormais comptabilisés

### L'INSÉCURITÉ SOCIALE GÉNÉRALISÉE

C'est la fin du droit au maintien dans le logement pour les locataires "privilégiés" dépassant les plafonds de ressources et pour ceux en situation de sous occupation. C'est la mise en oeuvre du bail-CPE ! Cette contre-réforme s'accompagne de la systématisation des expulsions locatives, qui ont déjà été multipliées par 10 en dix ans !

**MANIF**  
14 octobre  
À partir de  
17 heures  
Devant le Sénat  
Métro Luxem-  
bourg



**Alors que 70% des Français répondent aux critères pour prétendre à un HLM, le gouvernement casse les politiques publiques au profit de la loi unique du marché. Il faut prendre le contre-pied de cette politique.**

**Les communistes vous proposent d'agir ensemble autour de l'idée d'un grand service public du logement et de la ville.**

**C**réer une véritable sécurité sociale du logement, qui assure le droit à un logement de qualité tout au long de la vie, de l'enfance au troisième âge. Il s'agit aussi d'interdire les expulsions pour cause de difficultés économiques et sociales et d'accompagner les familles en difficulté d'une aide nécessaire au maintien dans le logement. Les aides au logement et à la construction HLM doivent être revalorisées, l'augmentation des loyers encadrée.

**C**onstruire un pôle public financier et foncier pour réorienter et investir l'argent public. Il faut produire 800 000 logements à loyers accessibles dans les 5 ans. C'est possible, en s'appuyant notamment sur les fonds du livret A : cela représente plus de 128 milliards d'euros. La crise financière nous impose cette réforme ! Il est nécessaire de retrouver le taux du "1% logement". Il faut enrayer la spéculation immobilière, en taxant fortement les plus-values. Il s'agit également de rénover, réhabiliter, requalifier tous les quartiers qui en ont besoin. Toute aide dans le secteur privé doit se faire avec de fortes contreparties sociales. Il faut rétablir une aide à la

Pierre de haut niveau, développer une politique de prêts bonifiés de longue durée et agir sur le coût du foncier avec une agence foncière nationale. Il faut aussi contribuer à une véritable politique d'aide à l'accession sociale.

**U**ne nouvelle politique de la ville avec un service public du logement ouvert à tous sans condition de ressources. Il doit permettre à chacun d'habiter où il le souhaite, à proximité de son travail avec la présence de tous les services publics. Il faut en finir avec la ségrégation urbaine, en imposant à toutes les villes de se doter, au minimum, de 20% de logements sociaux. Il s'agit également de stopper l'étalement urbain et de promouvoir des villes belles, compactes et mixtes. Cela ne peut se faire qu'avec la participation de tous les acteurs du logement – en premier lieu les citoyens – au cœur de son fonctionnement pour définir et contrôler les politiques de l'habitat. Pas une opération de renouvellement urbain ne doit se faire sans l'accord des habitants.

**On ne peut pas penser le bonheur à la place des gens !**

**LE LOGEMENT SOCIAL, C'EST QUOI ? C'EST POUR QUI ?**

Le logement social, c'est le logement public de qualité pour tous à loyer modéré. Ce n'est pas un logement au rabais pour les pauvres que l'on voudrait parquer en marge de la ville.

Comme l'école ou l'hôpital, le logement est un droit fondamental inscrit dans la constitution. L'accès aux services publics, dont le HLM, doit être garanti à tous, quels que soient ses revenus. C'est

notre conception de la mixité sociale et du parcours résidentiel.

La solidarité nationale doit passer par l'impôt progressif et non par le financement individuel des services publics en fonction des revenus des gens ! Cet universalisme est la force du système fiscal français.

**AGISSONS TOUT AU LONG DE L'EXAMEN DE LA LOI BOUTIN !**

● **Rassemblement le 14 octobre** à partir de 17 h devant le Sénat - métro Luxembourg

● **Caravane de la crise du logement** (de Pau à Paris du 14 au 26 octobre)

● **Jeudi 23 octobre**  
Journée nationale d'actions dans les départements

● **Les 4<sup>èmes</sup> États généraux pour un service public du Logement et de la Ville**  
le 8 novembre à Gennevilliers

● **Tous à Marseille les 23 et 24 novembre**  
contre l'Europe des spéculateurs et du logement cher

**Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France et en Europe**

Je souhaite être informé-e des initiatives du Parti communiste français

Je décide d'être membre du Parti communiste français  Je verse .....euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Nom et prénom: .....

Adresse: .....

Téléphone: ..... -Courrier électronique: .....